

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1007<sup>e</sup>  
SÉANCE

Mardi 7 décembre 1965,  
à 15 h 20



NEW YORK

## SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 37 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite)</i>	315
<i>Point 47 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle: rapport du Secrétaire général (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission. ....</i>	321
<i>Point 48 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Institut de formation et de recherche des Nations Unies: rapports du Secrétaire général (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission. ....</i>	321
<i>Point 39 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies: rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies (fin)</i>	
<i>Adoption du projet de rapport de la Commission. ....</i>	322

Président: M. Pierre FORTHOMME  
(Belgique).

## POINT 37 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (suite) [A/5838, A/5852, A/5870/Rev.1, A/5886, A/6003/Add.1, A/6023 et Add.1 à 3; A/C.2/L.829, L.833 et Add.1 et 2, L.836]

1. M. CAMEJO ARGUDIN (Cuba) appuie le projet de résolution relatif à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (A/C.2/L.833 et Add.1 et 2). Il se félicite que le représentant de la Yougoslavie, en présentant ce projet (1005<sup>e</sup> séance), ait mentionné la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés qui s'est tenue au Caire en 1964 et où 47 chefs d'Etats neutres se sont penchés non seulement sur les questions de guerre et de paix mais aussi sur les grands problèmes économiques et ont condamné les boycottages économiques, blocus commerciaux et autres mesures motivées par des différences de régimes socio-économiques. Il ne serait d'ailleurs pas inutile d'introduire dans le projet de résolution la notion que la discrimination en matière économique ne doit pas avoir cours entre les Etats Membres et, sans vouloir proposer formellement un amendement, M. Camejo Argudin suggère aux auteurs du projet d'insérer au deuxième ou au troisième alinéa du préambule, sous la forme qui leur

conviendra, un membre de phrase réaffirmant le deuxième des principes généraux adoptés à Genève par la Conférence — principe qui interdit cette discrimination — et rappelant les termes de l'Acte final de la Conférence<sup>1/</sup>. Comme l'a rappelé le représentant de la Mongolie à la séance précédente, Cuba est victime d'un boycottage économique de la part de la puissance impérialiste la plus agressive du monde et, bien que cette mesure n'empêche pas l'île de vivre et de prospérer, elle constitue malgré tout une violation des principes adoptés à Genève qu'il convient de condamner.

2. M. ABE (Japon) remercie le Secrétaire général de la Conférence de son exposé très intéressant sur l'avenir de cet organisme (1001<sup>e</sup> séance). Il se félicite qu'un choix ait finalement été fait sur le siège de la Conférence, ce qui va permettre à son secrétariat de recruter rapidement le personnel dont il a besoin pour entreprendre les études et recherches nécessaires. Le succès de la deuxième session de la Conférence dépendra en effet de la manière dont elle aura été préparée.

3. Les résultats des travaux du Conseil du commerce et du développement en matière d'organisation ne satisfont peut-être pas pleinement toutes les délégations, mais il faut malgré tout se féliciter que, grâce à l'esprit de conciliation qui a régné au Conseil, la structure élaborée par celui-ci se fonde sur un consensus. M. Abe estime que l'Assemblée générale doit en tenir compte et ne pas porter de jugement prématuré: ce ne sont pas les organes de la Conférence qui permettront de déterminer son utilité mais les travaux concrets qu'ils accompliront.

4. La question de l'application des recommandations de la Conférence est sans doute parmi celles qui suscitent le plus de controverses. Une certaine insatisfaction semble régner à la Commission, tant parmi les représentants des pays en voie de développement que parmi ceux des pays développés — quoique pour des raisons différentes — à l'égard des compromis adoptés par le Conseil et par ses commissions. Peut-être conviendrait-il d'aborder ce problème de façon plus objective, car ce qui est urgent ce n'est pas tant d'élaborer une définition stricte de la procédure permettant de suivre l'application des recommandations mais plutôt d'obtenir une meilleure compréhension entre les pays développés et les pays en voie de développement sur les objectifs que vise la Conférence. Nul ne veut faire de la Conférence un simple cercle de discussion, dont on ne pourrait attendre que des

<sup>1/</sup> Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. 1: *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

généralisations fondées sur des concepts abstraits: la situation exige qu'elle s'attaque aux problèmes concrets qui demandent une attention immédiate; la Commission des produits de base s'est d'ailleurs déjà orientée dans cette direction et la Commission des invisibles et du financement lié au commerce va sans doute le faire. Par contre, nul ne veut non plus faire de la Conférence le lieu d'une confrontation systématique entre les politiques adoptées par ses membres. La solution du problème de l' "application" réside sans doute à mi-chemin entre ces deux extrêmes.

5. La Conférence constitue une nouvelle expérience en matière de relations économiques internationales et les fonctions du Conseil et de ses organes doivent se préciser peu à peu à la lumière de leurs travaux. La procédure d'établissement de rapports annuels par le Secrétaire général de la Conférence, énoncée dans la résolution 19 (II) du Conseil (A/6023/Add.1, annexe A) constitue à cet égard une mesure constructive et mérite d'être expressément approuvée par l'Assemblée générale. Bien que l'avenir immédiat n'autorise pas un grand optimisme, la création de la Conférence sera pleinement justifiée si ses membres abandonnent les discussions stériles de principes abstraits — qui suscitent souvent une méfiance mutuelle — pour s'orienter vers un travail fructueux sur des problèmes concrets, d'où ne manquera pas de résulter une solidarité réelle. La délégation japonaise est pleinement confiante à cet égard.

6. M. Abe ne veut pas se prononcer sur le projet de résolution A/C.2/L.833 tant qu'il fait encore l'objet de négociations entre les différents groupes, mais il doit formuler certaines observations à son égard: le projet se réfère à diverses recommandations de la Conférence, dont certaines n'ont pas reçu l'accord de tous les participants et ne doivent donc pas être traitées de la même manière que celles qui ont été adoptées soit à l'unanimité, soit sur la base d'un consensus; il conviendrait donc de revoir à cet égard la rédaction du cinquième alinéa du préambule et des paragraphes 6, 8, 9, 10 et 12 du dispositif. Par ailleurs, la délégation japonaise estime que le principal objectif des travaux de la Conférence et de ses organes, c'est-à-dire la recherche d'une action concertée pour accélérer le développement économique, ne peut être atteint que dans un esprit de coopération et de compréhension mutuelle; il faut donc éviter de critiquer des politiques particulières et d'essayer d'imposer l'opinion d'un groupe à un autre, et il conviendrait à cet égard de revoir les paragraphes 7, 10 et 12 du dispositif.

7. M. DJOUDI (Algérie) dit que la première session de la Conférence a marqué un premier pas vers la solution des problèmes du développement économique par l'établissement de relations équilibrées et équitables entre pays industrialisés et pays en voie de développement. Depuis lors, les divers organes de la Conférence ont entamé leurs travaux dans des conditions encourageantes. La question du choix du siège, qui a suscité au Conseil un débat prolongé, dont l'utilité n'apparaît pas clairement, a cependant mis en lumière la nécessité de décentraliser la vie internationale au profit des pays en voie de développement.

8. En dehors des activités constructives consacrées à la mise en place des institutions, il faut reconnaître que l'application des recommandations de Genève peut susciter une certaine inquiétude du fait de l'attitude réservée d'un grand nombre de pays industrialisés, bien que les dispositions prises par les pays socialistes témoignent au contraire de la volonté de réaliser les objectifs fixés. Les pays en voie de développement, eux aussi, manifestent leur désir de progresser par les efforts qu'ils ont entrepris tant sur le plan national qu'au niveau régional, notamment par l'intermédiaire des commissions économiques régionales. Les pays d'Afrique, notamment, ont déjà entrepris une action de planification et de coopération sous-régionale et régionale orientée vers la constitution d'ensembles économiques et l'intégration économique continentale. Cependant, l'effort entrepris doit s'inscrire dans le cadre d'une action concertée de tous les pays et un grand nombre de pays industrialisés n'ont pas entrepris d'action correspondante. Les cours des matières premières fournies par le tiers monde ont considérablement baissé, alors que ceux des produits des pays les plus riches sont restés relativement stables. Cette situation risque, notamment pour les pays de monoculture, de réduire à néant l'effort de planification du développement. Il faut donc se préoccuper avant tout de résoudre le problème du commerce des matières premières et la délégation algérienne espère que les efforts déployés pour résoudre le problème du cacao sont les prémices d'une action d'ensemble.

9. La Conférence a attaché beaucoup d'importance à la fourniture de capitaux d'investissement et il faut convenir qu'il sera impossible d'atteindre les buts souhaités si les pays industrialisés ne participent pas massivement aux investissements dans les pays en voie de développement, ce qui serait d'ailleurs tout à leur avantage.

10. En ce qui concerne la question fondamentale du caractère exécutoire des recommandations de la Conférence — ou plus précisément de la mesure dans laquelle les puissances industrialisées se montreront prêtes à les appliquer sans réticence — M. Djoudi exprime l'espoir que la session en cours marquera la fin de l'ère des tâtonnements et des réticences et le début de l'ère des réalisations concrètes. C'est pourquoi il souhaite voir le projet de résolution A/C.2/L.833, dont sa délégation est coauteur, adopté à l'unanimité.

11. M. FRANZI (Italie), tout en espérant que tous les Etats se conformeront aux lignes de conduite exposées en matière de commerce et de développement par le Secrétaire général de la Conférence, ne partage pas complètement la satisfaction exprimée par celui-ci à l'égard des travaux du Conseil et de ses organes subsidiaires en 1965. Le Groupe de travail sur les prix et les contingents de la Conférence des Nations Unies sur le cacao a jeté des bases pour la convocation de la Conférence, mais, malgré le mandat précis qu'il avait reçu du Conseil, il n'a formulé aucune recommandation concernant des mesures à court terme. M. Franzi espère que l'année 1966 sera marquée par des réalisations plus concrètes et il tient à réaffirmer son admiration pour les travaux de certains organes comme la Commission économique

pour l'Amérique latine, dont M. Prebisch a mentionné les études très intéressantes et qui continuera certainement de donner l'impulsion nécessaire à la solution de beaucoup de problèmes du commerce international dans le monde entier.

12. La délégation italienne a l'intention de formuler à la prochaine session du Conseil des suggestions visant à améliorer l'organisation des travaux de cet organe et de ses commissions qui, selon elle, laisse à désirer. Les difficultés proviennent peut-être du trop grand nombre des membres de chacun de ces organes, mais leur composition ne pouvant être plus restreinte, il faut trouver le moyen de les rendre plus efficaces. M. Franzini s'étonne notamment qu'aucun rôle ne soit accordé au Bureau, dont la composition a été longuement discutée à Genève et qui pourrait collaborer très utilement avec le Président du Conseil. D'autre part, il croit qu'il faudrait revoir la procédure d'examen des questions sur lesquelles un accord préalable n'a pas pu se faire. Jusqu'ici, le Conseil et ses commissions ont en fait substitué à la procédure de conciliation prévue dans la résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale la pratique habituelle des négociations officielles entre représentants d'un même groupe puis entre représentants des différents groupes. Cette pratique empêche la majorité des membres du Conseil ou de ses commissions d'exprimer officiellement leurs idées et rend en outre la conciliation difficile, du fait que ce sont en général les représentants de chaque groupe dont les positions sont les plus fermes qui négocient avec les représentants des autres groupes. Si l'on veut s'en tenir à cette pratique, il faudrait en tout cas que toutes les positions puissent être représentées au sein de chaque groupe de négociation, c'est-à-dire que, lorsque les pays d'un même groupe n'ont pu se mettre d'accord sur une position commune, ils soient représentés au sein du groupe de négociation par plusieurs délégués représentant leurs positions diverses. Néanmoins, il serait de loin préférable de discuter toutes les questions en séance plénière, afin de dégager les éléments d'un désaccord éventuel, puis de recourir à la procédure de conciliation prévue dans la résolution 1995 (XIX). En tout état de cause, cet important problème de l'organisation des travaux doit être examiné dès la prochaine session du Conseil, car la solution des problèmes ne peut être indéfiniment différée. L'installation du siège de la Conférence à Genève devrait permettre à tous les Etats d'être représentés au Conseil et à ses organes par des délégations suffisamment nombreuses pour permettre les consultations.

13. Les deux projets de résolution dont la Commission est saisie méritent tous deux son approbation, avec quelques légères réserves. Le premier projet (A/C.2/L.833 et Add.1 et 2) correspond parfaitement à la situation actuelle des activités de la Conférence et M. Franzini espère que ses auteurs seront en mesure d'y apporter les quelques modifications qui ont déjà été proposées et qui permettront son adoption unanime. Quant au second projet (A/C.2/L.836), relatif au commerce de transit des pays sans littoral, la délégation italienne l'appuiera sans réserve si ses auteurs insèrent, au paragraphe 2 du dispositif, le mot "Membres" après le mot "Etats", ce qui correspondrait à la pratique habituelle de l'ONU et, d'ail-

leurs, à la rédaction du deuxième alinéa du préambule.

14. M. PREBISCH (Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) dit qu'il est loin d'éprouver toute la satisfaction que certains représentants ont cru déceler dans sa déclaration. En fait, les résultats de la première et surtout de la deuxième session du Conseil du commerce et du développement laissent beaucoup à désirer. Il a d'ailleurs annoncé qu'il présenterait à la troisième session certaines suggestions visant à améliorer la conduite des travaux.

15. Quant à l'optimisme que lui ont prêté certains au sujet d'une prochaine réunion de la Conférence des Nations Unies sur le cacao, M. Prebisch voulait simplement souligner qu'il ne partageait pas la déception ressentie à l'issue de la réunion du Groupe de travail sur les prix et les contingents. Certes, le Groupe de travail aurait dû prévoir des mesures à court terme, mais il n'en a pas moins émis des idées fort intéressantes en matière de stocks régulateurs, d'utilisation des excédents, etc. Cependant, M. Prebisch a bien précisé que la mise en œuvre de ces idées novatrices dépendait de la volonté politique des gouvernements et il s'est gardé de préjuger l'existence de cette volonté politique. En ce qui concerne le sucre, loin de se montrer optimiste, il a indiqué les grosses difficultés qui restaient à résoudre et a simplement voulu marquer sa confiance dans les réunions à venir.

16. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'examen par l'Assemblée générale du rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement est l'aboutissement de longues années de lutte pour la création d'une organisation commerciale internationale. La création d'une telle organisation n'est pas un but en soi. Elle représente avant tout un instrument de valeur qui pourrait permettre d'assainir et de normaliser les échanges internationaux sur la base de l'égalité des droits et des avantages mutuels. Les efforts des partisans d'un tel assainissement n'ont pas été vains. La création de la conférence et sa transformation en un organe de l'Assemblée générale ont jeté les fondements d'une organisation unique appelée à s'occuper de tous les problèmes du commerce mondial et du développement économique lié au commerce.

17. Cependant, les recommandations de la Conférence n'ont pas suscité partout le même enthousiasme et il existe encore des forces qui tenteront de les vider de leur substance. Cela ne doit pas être un motif de découragement et il faut être toujours prêt à repousser les tentatives hostiles à la création d'une structure nouvelle du commerce international fondée sur une division internationale du travail équitable qui garantirait en particulier la croissance rapide de l'économie et l'élévation du niveau de vie des pays en voie de développement. Le dispositif permanent de la Conférence n'est certes pas une panacée et la mise en œuvre des recommandations adoptées à Genève exigera des efforts longs et opiniâtres. Les rapports dont la Commission est saisie prouvent cependant que le Conseil du commerce et du développement et ses organes subsidiaires représentent un instrument d'action de grande valeur. Toutefois, cet instrument ne

peut devenir efficace que si l'activité pratique des organes permanents de la Conférence vise d'emblée à résoudre les problèmes prioritaires de l'intensification des échanges internationaux et du développement économique dans l'intérêt de tous les pays du monde sans exception.

18. A cet égard, la délégation soviétique voit avec une vive inquiétude la détérioration des termes de l'échange des pays en voie de développement. Les graves difficultés économiques de ces pays sont la conséquence d'une division irrationnelle du travail, c'est-à-dire d'une survivance de la domination coloniale dont les puissances impérialistes portent l'entière responsabilité. La décolonisation intégrale et la liquidation de toutes les séquelles du colonialisme constituent la condition préalable d'une amélioration radicale de la situation commerciale des pays en voie de développement. La clef du problème est dans la transformation du commerce extérieur de ces pays en un instrument efficace au service des plans nationaux de développement économique. Bien entendu, cela ne saurait faire perdre de vue une question aussi importante que l'intensification et l'assainissement des échanges entre les pays dotés de systèmes économiques et sociaux différents. La délégation soviétique se félicite de ce que le Conseil du commerce et du développement ait décidé de poursuivre l'examen de ce problème à sa troisième session.

19. Les principes des relations commerciales internationales et de la politique commerciale adoptée par la Conférence sont aujourd'hui plus importants que jamais. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler les tentatives des Etats-Unis d'établir un blocus économique de Cuba et leurs menées agressives dans d'autres régions du monde, qui sont en contradiction flagrante avec la Charte des Nations Unies et les principes adoptés à Genève. Le dispositif permanent de la Conférence doit défendre ces principes et rejeter tous les efforts tendant à les déformer et les vider de leur contenu, déployés par les milieux qui voudraient éterniser l'arbitraire et le pillage dans les échanges internationaux. Les relations commerciales internationales doivent, comme l'a proclamé la Conférence à sa première session, être fondées sur les principes de la non-discrimination et du traitement de la nation la plus favorisée.

20. La mise en œuvre des recommandations de Genève est la tâche principale du Conseil du commerce et du développement et de ses organes subsidiaires. Le Conseil ne doit pas se fixer des objectifs irréalisables mais se concentrer sur l'élaboration de mesures concrètes destinées à résoudre les problèmes prioritaires. Parmi ces problèmes figurent l'élimination des obstacles aux échanges entre les pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents, l'élimination de phénomènes négatifs affectant les marchés de matières premières et la conclusion d'accords internationaux de stabilisation fixant des prix rémunérateurs. Le Conseil et la Commission des produits de base doivent poursuivre l'examen de la question des préférences. L'Union soviétique comprend et appuie les pays en voie de développement désireux de trouver de nouveaux débouchés dans les pays capitalistes développés pour leurs produits manufacturés et semi-finis. Il y aurait également lieu

d'envisager des mesures pratiques en vue de mettre en œuvre les décisions de la Conférence concernant l'octroi aux pays en voie de développement de prêts publics à un taux d'intérêt ne dépassant pas 3 p. 100, l'amortissement devant servir dans toute la mesure du possible à acheter dans ces pays des matières premières et des produits manufacturés.

21. Le Conseil et la Commission des transports maritimes doivent étudier les questions relatives aux transports et aux frets et, en particulier, élaborer des recommandations visant à éliminer toutes les formes de discrimination pratiquées tant par les gouvernements que par les compagnies privées et proposer des mesures visant à empêcher des blocus arbitraires du genre de celui qui est imposé à Cuba.

22. La réalisation de ces objectifs ne peut que renforcer le rôle et l'autorité du Conseil et de ses organes. Par ailleurs, la création du dispositif permanent de la Conférence devra entraîner une réorganisation du travail du Conseil économique et social, qui ne doit plus s'occuper de la mise en œuvre des programmes de développement des échanges internationaux mais peut contribuer, en particulier par l'intermédiaire des commissions économiques régionales, à l'exécution des décisions de la Conférence. Ces commissions pourraient être invitées à aider les organes de la Conférence à mettre en œuvre les décisions de celle-ci et à prévoir dans leurs programmes des activités dans le domaine du commerce et du développement qui seraient exercées en étroite collaboration avec ces organes.

23. L'Assemblée générale doit, de son côté, orienter l'activité du Conseil du commerce et du développement vers la solution des problèmes urgents du commerce international. L'Union soviétique attache, pour sa part, la plus grande importance à la mise en œuvre des recommandations de la Conférence. Ses échanges avec tous les groupes de pays se sont encore intensifiés au cours de la période qui a suivi la Conférence. A l'heure actuelle, l'URSS entretient des relations commerciales avec plus de 90 pays et le volume de son commerce extérieur a dépassé 15 milliards de dollars. Au cours du premier semestre de 1965, les échanges entre l'Union soviétique et les pays en voie de développement ont augmenté d'environ 20 p. 100 et ses importations en provenance de ces pays de 37 p. 100. L'URSS entretient des relations commerciales avec plus de 50 pays en voie de développement d'Asie et d'Afrique et a conclu des accords commerciaux avec 38 d'entre eux. Au cours des derniers 18 mois, de tels accords ont été conclus pour la première fois avec le Kenya, l'Ouganda, le Congo (Brazzaville), la République malgache et le Sierra Leone. Des accords à long terme ont été conclus avec l'Iran, la Tunisie, le Ceylan et le Pakistan.

24. Ces échanges avec les pays du tiers monde constituent un facteur important du développement économique des pays en voie de développement et contribuent à renforcer leur indépendance économique. Ils sont souvent étroitement liés à l'assistance que l'URSS fournit à ces pays. L'Union soviétique réalise des plans gigantesques de développement économique qui exigent la mobilisation de toutes ses ressources. En même temps, le peuple soviétique et son gouvernement voient dans l'assistance aux jeunes Etats

indépendants un devoir international. Ainsi, au cours des dernières années seulement, les crédits mis à la disposition des pays afro-asiatiques se sont élevés à 3,5 milliards de roubles. L'URSS s'efforce de faire en sorte que les pays en voie de développement amortissent leur dette au moyen de leurs exportations traditionnelles et de leurs produits industriels, y compris ceux fabriqués par les nouvelles entreprises industrielles. Ce système d'échanges garantit à un grand nombre de pays du tiers monde la possibilité de réaliser leurs programmes nationaux de développement sans dégager de nouvelles ressources de devises et offre de nouveaux débouchés à leur production.

25. Au cours des dernières années, l'URSS a également intensifié ses échanges avec une série de pays capitalistes économiquement avancés. Cette tendance est des plus normales, car les lois économiques objectives forcent tous les pays, y compris les pays développés à économie de marché, à intensifier leurs échanges et à mieux utiliser les avantages de la division internationale du travail. On ne saurait non plus perdre de vue que cette évolution est freinée par une série d'obstacles artificiels et discriminatoires créés par certaines puissances occidentales. Cette situation engendre la méfiance et l'incertitude et empoisonne l'atmosphère politique. En revanche, la coopération entre l'Union soviétique et les pays frères du camp socialiste s'est encore renforcée pendant l'année en cours.

26. En s'efforçant de normaliser les relations commerciales internationales, l'Union soviétique ne poursuit aucun objectif égoïste. C'est des influences du marché capitaliste mondial que son économie dépend le moins. L'établissement de liens économiques sains et mutuellement avantageux, ainsi que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement l'a demandé récemment, présente une grande importance et serait conforme aux intérêts communs des peuples. On créerait ainsi une base solide et naturelle en vue d'une amélioration des relations politiques, puisqu'on ne peut dissocier l'économie de la politique.

27. M. MEMMI (Tunisie) estime qu'il est du devoir de la Commission de procéder non pas à un examen minutieux des nombreux principes et recommandations contenus dans l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais plutôt à un échange de vues aussi large que possible sur les progrès accomplis par le Conseil du commerce et du développement, les difficultés auxquelles il se heurte et les mesures que l'on pourrait préconiser en vue d'aider le nouvel organisme à atteindre aussi rapidement que possible les objectifs qu'il s'est fixés. La délégation tunisienne est persuadée que le Secrétaire général de la Conférence saura donner au nouvel organisme toute l'impulsion voulue pour qu'il puisse devenir le véritable centre des Nations Unies pour l'élaboration d'une meilleure politique commerciale internationale et la recherche de solutions justes aux nombreux problèmes posés par le développement économique.

28. La délégation tunisienne a étudié avec beaucoup d'intérêt le rapport du Conseil du commerce et du développement sur sa première session (A/6023) et

se félicite de l'excellent travail qui a permis au Conseil de démarrer sur une base juridique assez solide et de définir un programme de travail efficace en s'attaquant aux problèmes jugés d'une priorité absolue pour les pays en voie de développement. Mais c'est le rapport sur la deuxième session (A/6023/Add.1) qui semble revêtir le plus d'importance pour la Commission puisqu'il contient des indications très pertinentes sur l'activité du Conseil et de ses organes subsidiaires ainsi que sur les travaux effectués et les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs fixés par la première session de la Conférence.

29. Au regard de ce bilan intéressant, on ne peut que regretter la lenteur apportée jusqu'ici à la mise en œuvre des recommandations de la Conférence. Le manque d'empressement manifesté par les pays développés à prendre les mesures nationales qui s'imposent en vue d'atténuer les effets néfastes aux exportations des pays en voie de développement ne peut qu'aggraver la situation économique de ces pays et rendre plus précaire encore l'évolution de l'économie mondiale. Dans sa déclaration (A/6023/Add.3), le Rapporteur du Conseil a exprimé des vues pessimistes quant à la détérioration du marché des exportations des pays en voie de développement. La baisse des prix des principaux produits de ces pays ne fait que s'accroître, provoquant des déséquilibres graves de leurs balances des paiements, un amenuisement de leurs recettes d'exportation et de leurs réserves en devises et, enfin, un ralentissement de leur effort de développement. Certes, le Conseil s'est déjà occupé d'organiser des conférences internationales chargées d'envisager des mesures correctives à court terme en ce qui concerne certains produits de base, notamment le cacao, le sucre et le café, mais d'autres produits tels que le plomb, le zinc et le cuivre souffrent encore des fluctuations des prix et il est grand temps de les examiner un à un, compte tenu de la place qu'ils occupent dans les échanges commerciaux internationaux. Par ailleurs, le problème des préférences en faveur des exportations d'articles manufacturés et semi-finis des pays en voie de développement n'a pas encore été résolu, malgré les efforts du Comité spécial des préférences créé à cette fin. La délégation tunisienne espère que la Commission des invisibles et du financement lié au commerce aura plus de succès dans ses travaux et parviendra à surmonter les innombrables difficultés qui font obstacle au développement des pays pauvres. Certes, il n'est pas possible, au stade actuel, de passer en revue toute l'activité du Conseil et de ses organes subsidiaires, mais la délégation tunisienne fait une nouvelle fois appel aux pays riches pour qu'ils fassent preuve d'un esprit de compréhension et de la coopération la plus totale.

30. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement commence à progresser lentement vers l'objectif qui consiste à adapter les politiques nationales de ses membres aux besoins des pays en voie de développement. Si les uns et les autres font preuve d'un esprit de conciliation et d'une volonté sincère de résoudre les problèmes, la solidité et l'efficacité de l'œuvre entreprise seront assurées. C'est dans cet esprit que la délégation tunisienne a souscrit au projet de résolution A/C.2/L.833 en espérant que celui-ci ne soulèvera aucune objection majeure et qu'il sera adopté à l'unanimité.

31. M. DELGADO (Sénégal) remercie le Secrétaire général de la Conférence d'avoir indiqué dans les grandes lignes les activités possibles de la Conférence au cours des mois à venir. Le Sénégal tient à lui renouveler toute sa confiance dans les efforts inlassables qu'il poursuit pour assurer au nouvel organisme les meilleures conditions de succès. La délégation sénégalaise a déjà déclaré avec quel enthousiasme elle avait accueilli la création de la Conférence. Aussi est-elle heureuse de constater que les questions d'organisation et de mise en place des différents organes de la Conférence ont été réglées. Cependant, le rapport du Conseil du commerce et du développement ne constitue pas un bilan particulièrement positif et, bien qu'il soit encore trop tôt pour procéder à une évaluation globale des résultats atteints, il est inquiétant de constater que les pays industriels ne semblent pas disposés jusqu'ici à tenir compte des recommandations de la Conférence et à les mettre en œuvre. Il faut espérer qu'il ne s'agit là que d'une période de transition car, s'il en était autrement, c'est tout l'esprit de Genève qui serait remis en cause.

32. Ainsi qu'il ressort du rapport du Comité spécial des préférences (TO/B/C.2/1 et Corr.2 et Add.1), les travaux du Comité ont buté sur des objections de principe et, à l'exception des mesures positives préconisées par la Belgique et par l'Australie, n'ont pas débouché sur des résultats concrets. Il ne s'agissait d'ailleurs que d'un premier échange de vues sur un problème très complexe.

33. La situation des marchés des produits de base est encore plus préoccupante. La première session de la Commission des produits de base a été, elle aussi, consacrée à des problèmes d'organisation. On s'est mis d'accord sur un programme de travail et on a dressé l'inventaire des produits exigeant une action immédiate. Cependant, la chute constante des cours, qui compromet gravement le développement des pays intéressés, ne laisse pas d'être inquiétante et les pays producteurs ne sauraient demeurer inactifs. Le représentant du Cameroun l'a bien rappelé (1005ème séance) à propos du cacao, dont les cours sont tombés de 200 à 90 livres sterling la tonne. En ce qui concerne les arachides, qui constituent 79 p. 100 des exportations sénégalaises, l'alignement des prix sur les cours mondiaux occasionne, par suite des fluctuations, une perte annuelle de 24 millions de dollars. L'apparition sur le marché de produits synthétiques ou de remplacement ne fait qu'aggraver la situation. Aussi convient-il d'espérer que la Commission des produits de base fera un travail positif.

34. En revanche, il faut se féliciter de l'adoption de la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral par la conférence de plénipotentiaires réunie à cette fin. Le Sénégal, qui est un important pays de transit, y a coopéré activement tant au niveau des experts qu'à celui de la Conférence. Certes, les résultats ne sont pas entièrement satisfaisants, mais des avantages supplémentaires ne peuvent être obtenus que dans le cadre bilatéral.

35. Si l'on considère le problème général de la Conférence, en tant qu'instrument destiné à favoriser le commerce et le développement, on en arrive à la conclusion que les pays industriels doivent s'intégrer

dans le courant économique de l'histoire et accepter de coopérer pour ne pas décevoir les espoirs nés de la première session de la Conférence. Certes, on comprend les difficultés auxquelles ils se heurtent pour appliquer les recommandations; aussi faut-il élargir le dialogue et recourir avec réalisme aux mécanismes de conciliation prévus afin de dégager les possibilités d'accord. La condition essentielle est que se manifeste une volonté politique commune. La Conférence ne doit pas être considérée comme un lieu de confrontation entre riches et pauvres, mais plutôt comme un instrument efficace s'inspirant des seuls principes de la coopération internationale et de la solidarité humaine.

36. A la lumière de ces considérations, la délégation sénégalaise s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.833 et espère que celui-ci pourra être adopté à l'unanimité.

37. M. MWINGA (Zambie), considérant le projet de résolution A/C.2/L.836, dit que son pays et les autres pays sans littoral demandent depuis un certain temps déjà que soit examiné le problème de leur commerce de transit. Dès 1957, l'Assemblée générale avait adopté la résolution 1028 (XI), dans laquelle elle reconnaissait l'importance des problèmes des pays sans littoral. C'est dans le même esprit que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait prié le Secrétaire général de l'ONU de constituer un comité représentant les pays sans littoral et d'autres Etats intéressés, qui serait chargé de préparer une nouvelle convention sur le commerce de transit des pays sans littoral. La Conférence des Nations Unies sur le commerce de transit des pays sans littoral, qui s'est tenue en 1965 sous les auspices de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a adopté cette convention à l'unanimité. La Conférence sur le commerce et le développement a ainsi enregistré le premier résultat concret de ses recommandations. Certes, les pays sans littoral ne sont pas entièrement satisfaits de la Convention, dont les dispositions n'ont pas encore été mises en œuvre, mais il importe de noter que, pour la première fois dans l'histoire des relations commerciales, on s'est efforcé sérieusement de définir les problèmes qui se posent à ces pays et de chercher les moyens de les résoudre. Pour les pays sans littoral, le problème de l'accès aux marchés des pays développés se double en effet du problème de l'accès à la mer.

38. Le projet de résolution A/C.2/L.836 ne préjuge en rien l'examen de la question par le Conseil du commerce et du développement. La décision prise par le Conseil de reporter cet examen à sa troisième session n'empêche pas la Deuxième Commission d'examiner et d'adopter un projet de résolution comme celui dont elle est saisie. Il s'agit d'un texte simple qui insiste essentiellement sur deux points. Au paragraphe 1 du dispositif, l'Assemblée générale réaffirme, comme l'avait déjà fait la conférence de plénipotentiaires, les huit principes relatifs au commerce de transit des pays sans littoral qui sont énoncés dans la recommandation A.I.2 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Ces principes protègent pleinement les intérêts des pays de transit. Ceux-ci pourront prendre toutes les

mesures nécessaires pour assurer que l'exercice du droit de libre transit ne porte en rien atteinte à leurs intérêts légitimes. En outre, les principes régissant le droit de libre accès à la mer par les pays sans littoral n'abrogent aucunement les accords en vigueur entre deux ou plusieurs parties, pas plus qu'ils ne s'opposent à la conclusion de tels accords à l'avenir.

39. En ce qui concerne le paragraphe 2 du dispositif, M. Mwiinga tient à apporter une rectification que lui a indiquée le Secrétariat. Ce n'est pas la conférence de plénipotentiaires mais bien la Convention qui a fixé la date de signature au 31 décembre 1965 au plus tard. La délégation italienne et d'autres ont, par ailleurs, exprimé certaines réserves au sujet de ce paragraphe et ont proposé des amendements. Aussi serait-il bon que les auteurs mettent au point un texte révisé disant par exemple:

"Prie les parties intéressées de signer la Convention au plus tard le 31 décembre 1965 et de la ratifier dès que possible ou d'y adhérer après cette date, afin de promouvoir le développement économique et social des pays sans littoral par le commerce international".

40. M. Mwiinga est heureux d'annoncer que le Soudan, le Tchad et la Yougoslavie se sont joints aux auteurs du projet de résolution. Il espère que celui-ci ne laisse subsister aucune ambiguïté quant à ses intentions et pourra être adopté à l'unanimité.

41. M. WANGCHINDORJ (Mongolie), dont la délégation compte parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.836, se félicite de l'adoption d'une convention visant à assurer aux pays sans littoral une liberté de transit qui est l'une des conditions essentielles de l'expansion des échanges mondiaux.

42. La Mongolie ne souffre pas des mêmes problèmes que d'autres pays sans littoral, car elle bénéficie d'arrangements satisfaisants avec les pays voisins et notamment l'Union soviétique qui a toujours fait preuve de beaucoup de bonne volonté à son égard. Elle estime cependant que les dispositions de la Convention favoriseront l'expansion du commerce international et, par là même, le progrès des pays en voie de développement, et espère donc que le projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

43. M. OSANYA NYNYNEQUE (Kenya) se propose de parler ultérieurement du projet de résolution A/C.2/L.836, qui présente pour son pays un intérêt plus que marginal.

44. Quant au projet de résolution A/C.2/L.833, les déclarations faites à la Commission au sujet du rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement font apparaître dans l'ensemble un certain sentiment d'insatisfaction. Le problème fondamental qui se pose aux pays en voie de développement semble résider dans l'orientation extérieure de leur économie, laquelle comporte deux aspects essentiels, d'une part la direction des échanges commerciaux et d'autre part la composition de leurs exportations. En effet, ces pays dépendent essentiellement de leurs exportations et la moindre modification des débouchés à leur désavantage se répercute automatiquement sur leur revenu. D'autre part, étant

donné que leur économie repose, le plus souvent, sur un seul produit, la moindre baisse des prix de ce produit affecte également l'ensemble de leurs recettes dans un sens défavorable. Cependant, comme il est apparu à la deuxième session du Conseil du commerce et du développement, les pays développés se refusent encore à appliquer les recommandations adoptées par la Conférence à Genève. Aussi, M. Osanya Nyneque constate-t-il avec satisfaction que le paragraphe 6 du dispositif exprime la vive inquiétude de l'Assemblée générale devant cet état de choses. Il formule l'espoir que l'adoption du projet de résolution incitera les pays développés et les pays en voie de développement à coopérer davantage pour essayer de résoudre les problèmes irritants qui perturbent le commerce des pays en voie de développement.

45. M. TARDOS (Hongrie) dit que son pays, qui est membre du Conseil du commerce et du développement, n'est pas entièrement satisfait des progrès réalisés par ce dernier dans le règlement de ses problèmes d'organisation.

46. En tant que pays sans littoral, la Hongrie attache une grande importance au problème du commerce de transit et espère que le projet de résolution A/C.2/L.836 sera adopté par acclamation.

47. La délégation hongroise est également disposée à appuyer le projet de résolution A/C.2/L.833, mais voudrait suggérer quelques modifications au texte du dispositif. Au paragraphe 10, il faudrait remplacer "Demande" par "Invite". A la deuxième ligne du texte anglais, il conviendrait de remplacer le mot "reporting" par "informing". Enfin, il conviendrait de remplacer l'expression "dans l'exécution des travaux qui doivent être entrepris comme suite aux" par "dans la mise en œuvre des".

#### POINT 47 DE L'ORDRE DU JOUR

Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle: rapport du Secrétaire général (fin)

#### ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.823)

48. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le projet de rapport (A/C.2/L.823).

49. M. SUAREZ (Philippines) demande qu'il soit fait mention au paragraphe 7 du rapport du désir que sa délégation a exprimé à la 981ème séance de se joindre aux auteurs de la résolution A/C.2/L.803/Rev.1.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le projet de rapport (A/C.2/L.823), ainsi modifié, est adopté.*

#### POINT 48 DE L'ORDRE DU JOUR

Institut de formation et de recherche des Nations Unies: rapports du Secrétaire général (fin)

#### ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT DE LA COMMISSION (A/C.2/L.831)

50. Le PRESIDENT propose d'adopter le projet de rapport (A/C.2/L.831).

*Le projet de rapport (A/C.2/L.831) est adopté.*

## POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies:  
rapport du Comité pour un fonds d'équipement des  
Nations Unies (*fin*)

ADOPTION DU PROJET DE RAPPORT  
DE LA COMMISSION (A/C.2/L.830)

51. M. RAMAHOLIMIHASO (Madagascar) [Rapporteur] signale que la délégation soviétique a demandé que le texte des amendements au projet de résolution A/C.2/L.796/Rev.2 qu'elle avait proposés à la 986ème séance soit incorporé dans le rapport. Cette requête soulève une question de principe car le texte des amendements soviétiques n'a pas été distribué comme document officiel de la Commission.

52. M. MASLENNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), après avoir donné lecture du texte des amendements en question, qui portaient respec-

tivement sur les paragraphes 3 et 5 du dispositif du projet de résolution, réitère la demande de sa délégation.

53. Le PRESIDENT dit qu'en principe le rapport ne peut se référer qu'aux documents distribués sous une cote. Cependant, la Commission pourrait, à titre exceptionnel, donner satisfaction à la délégation soviétique sans créer pour autant un précédent.

54. M. BLAU (Etats-Unis d'Amérique) ne s'oppose pas à ce que l'on donne satisfaction à la délégation soviétique, mais souligne que le rapport, pour être complet, doit préciser que la délégation soviétique n'a pas insisté sur ces amendements. Il propose donc que ce fait soit consigné dans le rapport.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le projet de rapport (A/C.2/L.830), ainsi modifié, est adopté.*

La séance est levée à 18 h 10.